

Banques : les emplois sacrés

De 2008 à 2015, les banques à travers le monde ont supprimé quelque 600 000 emplois, selon un bilan de l'agence financière Bloomberg en 2016. Non seulement elles ont poursuivi le mouvement mais elles comptent bien, littéralement, ne pas s'en contenter. Une nouvelle vague, pour ne pas dire un tsunami, a été annoncée en cet automne 2019 : au total 44 000 suppressions de postes, qui en fait pourraient être 50 000, et même plus, tant les acteurs du secteur semblent céder à l'émulation. Depuis le début de l'année 2019, une bonne dizaine de grandes banques européennes ont ainsi affiché leurs intentions de tailler encore plus dans le vif.

Parmi moult exemples, le géant britannique HSBC a annoncé quelque 4 700 suppressions de postes en août, puis 10 000 le 7 septembre, soit plus de 4% du total de son effectif (238 000 personnes), selon le *Financial Times*. Les banques al-

lemandes sont dans le même mouvement. Deutsche Bank en envisageait 18 000 en juillet, le plus grand plan de restructuration de son histoire, et Commerzbank, deuxième établissement du pays, 4 300 suppressions. Pour la banque espagnole Santander, il s'agit de quelque 3 200 suppressions, représentant 10% de ses effectifs.

La « continuité de la transformation »

Les banques françaises ne sont pas en reste. Entre autres, la Société Générale qui, le 9 avril dernier, confirmait la suppression de 1 600 postes dans le monde, dont 750 en France, principalement dans la banque de financement et d'investissement (BFI). Le 20 septembre, la direction faisait part aux représentants du personnel de sa volonté de supprimer 530 nouveaux postes à l'horizon 2023, et ce, dans son activité de banque de détail en France.

Et de préciser qu'il ne s'agissait pas d'un nouveau plan de réorganisation, mais de « *la continuité de la transformation* ». Et cette transformation fait penser à une stratégie de suppression permanente des postes pour une recherche du moindre coût de la masse salariale. « *Depuis des années, FO dénonce la politique de la Société Générale, qui demande toujours plus mais avec moins de salariés* », réagissait alors FO-Société Générale, soulignant que la banque « *a déjà amorcé la suppression de 3 450 postes en France et la fermeture de 500 agences entre 2015 et 2020, et ce, malgré 3,8 milliards de bénéfices en 2018!* ». Chez le groupe BNP Paribas (BNPP), ce sont les mêmes procédés qui sont mis en œuvre.

Réduction de voilure : la galère pour les salariés

Le groupe Société Générale a même augmenté le montant des réductions de



XAVIER POPY/REA

ifiés sur l'autel des profits

coût devant être réalisées dans le cadre de son plan « *stratégique* » lancé en 2017. D'abord annoncé à hauteur de 2,7 milliards d'euros, il a été porté à 3,3 milliards en début d'année, soit 600 millions d'euros de plus d'ici à 2020, dont 350 millions pour la banque de financement et d'investissement. Motif : « *assurer sa croissance rentable et durable* ». La voilure des filiales belge (Fortis) et italienne a été fortement diminuée : fermetures d'agences et quelque 2500 emplois supprimés d'ici à fin 2022 (sur environ 13000 aujourd'hui) outre-Québécois et, de l'autre côté des Alpes, un plan de départs volontaires, « *environ 1500 équivalents temps plein d'ici à 2021* ». Dans l'Hexagone était confirmé, fin août, le désir de supprimer « *446 à 546 postes en trois ans* » chez BNP Paribas Securities Services. En septembre, le groupe BNP Paribas négociait un plan de départs volontaires dans sa filiale de gestion d'actifs avec pour objectif une réduction de 10% de ses effectifs parisiens, soit une centaine de postes. Le groupe a précisé vouloir donner la priorité à la « *mobilité interne* », « *sans départ contraint* ». Mais, ne serait-ce qu'en 2018, il a été accusé de pratiquer des « *licenciements déguisés* », avec un taux de démission qui a atteint 18%, avait alors dénoncé Mireille Herribery, responsable de la section banques et sociétés financières à la FEC-FO (Fédération des Employés et Cadres). Régulièrement classé dans les entreprises qui paient le plus de dividendes au monde, BNP Paribas s'est targué début mai dernier d'un bond de son bénéfice net de 22,4% à 1,91 milliard d'euros pour le premier trimestre, puis, fin juillet, d'un bénéfice net en hausse de 3,1% à 2,46 milliards d'euros au deuxième trimestre 2019.

« *Comme nous le répétons depuis ces dernières années, la dégradation des conditions de travail s'amplifie pour les salariés des banques. Les trois quarts des salariés pointent un alourdissement de leur charge de travail. Et ils sont de plus*

L'inexorable digital

La banque est l'une des industries les plus digitalisées avec les médias et le high-tech. L'introduction en France de logiciels issus de l'intelligence artificielle (IA) n'est pas sans inquiéter le secrétaire général de FO-Banques, Sébastien Busiris, qui s'alarmait en 2017 : « *D'ici cinq à dix ans, cette intelligence artificielle pourra s'occuper de la clientèle standard, dans une logique de rentabilité à tout crin.* » Pour lui, « *tous réseaux confondus, 25 000 à 30 000 emplois sont menacés, on est peut-être à la veille d'une révolution complète, avec la déshumanisation du métier.* » Alors secrétaire général de la FEC-FO, Serge Legagnoa, actuel secrétaire confédéral de FO, déclarait en novembre 2017 : « *Nous ne sommes pas contre le progrès et nous ne sommes donc pas contre l'IA, mais nous revendiquons que l'IA vienne en assistance du salarié et non en concurrence. L'IA peut améliorer les conditions de travail et non être uniquement synonyme de suppressions d'emplois. Au Crédit Mutuel l'IA est utilisée comme un assistant commercial au service du conseiller [NDLR : le programme informatique Watson] et cela fonctionne! Mais il est souhaitable que les*



© LYDIE LECARPENTIER/REA

sirènes des réductions de coûts faciles et des bénéfices ne viennent pas changer les choses... »

« *Oui, les clients veulent du numérique et du digital; oui, ils veulent accomplir certaines opérations sur leurs smartphones et leurs tablettes, mais ils ne veulent pas de fermetures d'agences et d'un conseiller financier qui serait virtuel. Toutes les études le prouvent, le premier critère dans le choix de leur banque est bien souvent la proximité. Un des principaux critères est également d'avoir un vrai conseiller dédié qu'ils connaissent* », écrivait en 2017 la FEC-FO (secteurs des banques et sociétés financières, ainsi que des organismes agricoles, branche Crédit Agricole). Et effectivement, aujourd'hui même les banques en ligne cherchent à proposer des conseillers dédiés.

M. P.

en plus nombreux à se dire inquiets pour leur emploi », déplorait en septembre Mireille Herribery. Ses craintes se sont révélées justifiées.

Dividendes first

Les banques françaises se sont distinguées ces dernières années par la hauteur de leurs dividendes. En février 2017, la société de gestion Henderson Global Investors pouvait ainsi écrire que si l'Hexagone est le meilleur payeur de dividendes en Europe, c'est principalement grâce aux « *banques françaises, dont la situation est de nouveau bonne* », et qui ont augmenté

« *leurs paiements de 53% par rapport à 2015, soit une hausse de 2,8 milliards de dollars* ».

Les banques ne manquent jamais d'arguments pour pratiquer des coupes claires dans leurs effectifs : crise financière, dont pour beaucoup elles sont à l'origine, informatisation (au pas de charge) et maintenant taux d'intérêt trop bas, voire négatifs. Elles sont moins enclines à pratiquer la même chose dans leurs marges ou dans les dividendes versés. Bien au contraire puisque c'est en taillant « *dans l'humain* » qu'elles peuvent les conserver.

Michel Pourcelot

La banque de détail : pas un détail

En août dernier, un maire de la Sarthe a appelé au boycott de la Société Générale qui venait de fermer son agence dans sa commune. Pour cet édile, « la Société Générale s'est comportée de façon déshumanisée. Aujourd'hui encore, de nombreux concitoyens ne veulent ou ne peuvent régler leurs questions d'argent sur Internet. Ils préfèrent voir leur conseiller, avoir une relation humaine avec lui ». Pour ce maire, il faut que la Société Générale paye ce choix. Quant aux clients, ils en sont de leur poche : 50 km aller et retour pour l'agence la plus proche, à Alençon. Bien que le groupe se soit targué d'avoir enregistré un bénéfice net annuel de 3,9 milliards d'euros en 2018, en hausse de 38%, c'est pourtant une question de réduction de coût qui est invoquée pour justifier des fermetures d'agences rurales. De son côté, le président des maires ruraux de la Sarthe a ironisé sur le fait que l'État est sur la même longueur d'onde, neuf perceptions des finances publiques sur douze devant fermer d'ici à 2020 dans la Sarthe. Au total, la Société Générale a prévu la fermeture de 500 agences en France pour la période 2015-2020, tandis que BNP Paribas, une des pionnières en la matière, en a supprimé 333 depuis début 2017 : 123 en France, 145 en Belgique, 65 en Italie. Autre exemple, LCL (Le Crédit Lyonnais) : la banque, après avoir fermé près de deux cents agences ces dernières années, a fait savoir en février



© PASCAL SITTIER/REA

2019 qu'elle allait encore en supprimer une centaine d'ici à 2021.

Économie locale

Si le phénomène se retrouve dans la plupart des pays européens, notamment en Allemagne avec quelque dix mille points de vente fermés en dix ans, la France est parmi les plus concernés et les agences bancaires y sont devenues une variable d'ajustement comptable. Pourtant elles sont un des piliers de la banque de détail qui irrigue le tissu économique d'un pays. Ce sont elles qui gèrent les comptes bancaires et les comptes d'épargne des particuliers, mais aussi des professionnels, des entreprises, des associations et des collectivités. « Avec une telle réduction des réseaux d'agences, qui financera l'économie locale ? Qui sera le plus à même d'aider et de financer au quotidien les projets des ménages, les projets des commerçants, des artisans, des PME ? Ce ne sont pas des plates-formes téléphoniques ou des centres de décisions régionaux ou nationaux qui pourront avoir

suffisamment de proximité pour comprendre et prendre en compte les particularités locales, pour déceler le potentiel de tel ou tel client, de tel ou tel artisan, de telle ou telle entreprise... », alertait la FEC-FO (secteurs des banques et sociétés financières ainsi que des organismes agricoles, branche Crédit Agricole), pour qui « si la montée du numérique et du digital est inéluctable, elle n'oblige en rien à changer notre modèle de banque universelle, profondément ancré sur une banque de réseau proche du client afin de financer l'économie réelle et de jouer son rôle de conseil ».

Maillage et maille à partir

« L'ADN de la banque en France est sa présence territoriale, avec un réseau capillaire de proximité, qui reste un objectif clair de la majorité des grandes banques », déclarait encore la présidente des banques en 2018 alors que le secteur en était à sa septième année consécutive de baisse des effectifs.

Tout en restreignant son réseau, la Société Générale le vante, revendiquant « 36 000 collaborateurs » et « près de 2 740 agences », qui proposent une « large gamme de produits et services adaptés aux besoins d'une clientèle diversifiée ». Elle poursuit le plan de numérisation de sa banque de détail, lancé dès 2015, qui prévoyait notamment la suppression de 20% de ses agences et de 2 000 emplois. Cette même année, FO-Banques avait demandé au président de la République d'alors « une attention toute particulière au désengagement des banques dans bon nombre de villes et villages au regard des fermetures d'agences annoncées ». En 2017, le syndicat FO-Banques a réclamé l'ouverture d'une table ronde sur l'emploi dans la profession, en raison d'« une casse sociale sans précédent en préparation dans la banque ». Aujourd'hui, la situation est loin de s'être améliorée, bien au contraire. En 2018, FO-Banques demandait le « maintien des réseaux d'agences pour conserver les emplois et les financements locaux partout en France, y compris dans les zones rurales ». Encore cette année, avant la journée de grève et de mobilisation du 19 mars, FO-Banques avait stigmatisé « les fermetures d'agences dans les réseaux bancaires, tant pour l'impact sur l'emploi que dans les effets négatifs sur le maillage économique et social ».

Michel Pourcelot